

Burundi : réouverture des bureaux de change après deux ans de fermeture

@rib News, 07/10/2022 - Source AFP Les autorités burundaises ont annoncé vendredi la réouverture des bureaux de change, plus de deux ans après leur fermeture décidée par la Banque centrale pour lutter contre la dépréciation du franc burundais.

La Banque centrale du Burundi (BRB) avait annoncé la fermeture définitive le 15 février 2020 de tous les bureaux de change, sanctionnés pour ne pas avoir respecté une réglementation en vigueur qui leur imposait de limiter à 15% leur marge sur les opérations. Le pouvoir avait alors mené une répression contre les cambistes qui n'appliquaient pas de taux fixe. Seules les banques commerciales étaient depuis lors autorisées à effectuer des opérations de change, mais peu proposent ce service. "La mesure (...) portant retrait d'agrément des bureaux de change est levée. Les anciens opérateurs dans le secteur et toute personne voulant y opérer sont invités à se faire enregistrer auprès de la Banque centrale", selon un communiqué signé vendredi par le gouverneur de la BRB, Dieudonné Murengeantwari. Tout en notant que "l'économie du Burundi est restée résiliente malgré les chocs externes", comme la guerre en Ukraine ou la pandémie de Covid, M. Murengeantwari a également annoncé la levée des restrictions sur les conditions de règlement des transferts internationaux. "Ces décisions confirment l'ouverture économique et financière du Burundi au monde, ainsi que la reprise des relations avec la Banque mondiale, le FMI et les autres bailleurs de fonds", a déclaré à l'AFP Gilbert Niyongabo, professeur d'économie à l'Université du Burundi, affirmant que "les aides extérieures devraient augmenter à moyen terme". Le Burundi avait pris en 2020 une série de mesures pour contrôler les devises étrangères en circulation dans un pays en manque cruellement depuis le début de la crise politique de 2015. Cette année-là, la candidature à un troisième mandat, controversée, et la réélection de l'ancien président Pierre Nkurunziza - décédé en 2020 - avait déclenché un vif mouvement de l'opposition. La répression brutale de la contestation, qui a fait au moins 1.200 morts et poussé 400.000 Burundais à l'exil, avait déclenché des sanctions financières des États-Unis et de l'Union européenne contre le gouvernement dont certaines ont été levées depuis l'arrivée au pouvoir du président Evariste Ndayishimiye en mai 2020. Le Burundi, enclavé dans la région des Grands Lacs, est le pays le plus pauvre au monde en termes de PIB par habitant selon la Banque mondiale, selon qui 75% de ses 12 millions d'habitants vivent sous le seuil international de pauvreté.